

Daniel Cefai

L'HISTOIRE DU BERRY-ZÈBRE DE BELLEVILLE¹

LE FOISONNEMENT ASSOCIATIF DANS L'EST PARISIEN

« Grilles ouvertes, affiches criardes, fronton azur et zèbre bondissant, c'était bien lui, intact, le cinéma de Suzanne O'Zyeux bleus, le dernier cinéma vivant de Belleville. Plus vivant que jamais »

Monsieur Malaussène, Daniel Pennac

Le Berry-Zèbre, 61-63 boulevard de Belleville, est un bâtiment art-déco dont les plans datent de 1938. Ce cinéma de 120 places, construit à la place d'anciens hangars, était géré depuis novembre 1951 par Jacques et Christiane Leproux. Ils avaient repris le Nox en 1947. A l'époque, le cinéma de quartier fleurissait. Dans le petit périmètre de Belleville-La Courtille-Ménilmontant, on comptait le Cocorico, le Floréal, le Folies-Belleville, le Belleville-Pathé, l'Alhambra 22, le Théâtre de Belleville, le Goncourt, le Temple-Sélection, le Paradis, le Ménilpalace, le Bellevue et le Gavroche. Depuis 1985, environ 170 salles de cinéma ont fermé leurs portes à Paris, transformées en supermarchés, parkings, fast-foods et peep-shows, sinon en synagogue.

Le Nox, bientôt rebaptisé le Berry, se spécialise d'abord dans le film russe, mais aussi dans le western, le film de résistance, le cinéma réaliste et le péplum. C'est surtout pour ses projections de films arabes, égyptiens puis indiens – doublés en arabe, sous-titrés en français – que le Berry se fait une réputation. En 1955, au début de la guerre d'Algérie, le cinéma est momentanément fermé par la préfecture pour éviter la plaque de Nord-Africains. Par la suite, le rideau de fer reste souvent clos par Mme Leproux pendant les séances, pour éviter les rafles des CRS. Mais les petites salles se mettent à périlcliter.

Le Berry-Zèbre, du nom de l'équidé qui barre sa façade, se reconvertit petit à petit en cinéma de quartier pour écoles et centres aérés et en salle de concert et de spectacles pour jeunes artistes. Mais le bail n'est plus renouvelé à partir de 1987. Et en 1994, le rideau tombe. Une arène de conflit va se déployer alors, sur les

scènes du théâtre et de la rue d'abord, pour s'étendre ensuite sur les scènes politique, médiatique, administrative et judiciaire, et être enfin au cœur d'un réseau d'associations du XI^e arrondissement.

« On n'empaillera pas le Zèbre »

Le 30 mars 94, le lieu est clos par l'huissier en présence de la police, conformément à une ordonnance d'expulsion. Me Brigitte Plaza, l'avocate du comité de soutien du Zèbre, souligne que l'ordonnance d'expulsion concerne la société Nox, et non pas l'association « Cinéma Théâtre Le Berry ». Elle se propose de « plaider la préservation du patrimoine de jeunes artistes ». Nombre de voisins et de proches se retrouvent au Rouergue, un café rue de la Présentation, trois jours après la fermeture, et commencent à rédiger tracts et affiches. Ils se donnent pour emblème la phrase d'Ettore Scola : « Parce qu'il ne faut jamais perdre espoir, les spectateurs peuvent encore se rassembler pour sauver une salle. La vie est belle. Et rien n'est plus beau que le cinéma » (*Novo Cinema Paradiso*). Une pétition rassemble en une semaine 2000 signatures, dont celles d'Eddy Mitchell, Bertrand Tavernier, Romain Bouteille, Josiane Balasko, Agnès Varda, Jacques Higelin. Le 8 avril, une scène est installée en face du Berry. Tous les jours, à 18 h 30, on y donne du rock et du rap, du jazz, des chansons à l'ancienne et du théâtre. L'espace de la rue est investi par le public des concerts de solidarité de Mano Negra et Arthur H. La cause du Zèbre se gagne une visibilité dans les attroupements de sympathisants sur la voie publique.

La mobilisation s'étend, relayée par les tribunes de la scène médiatique. Le *Journal de Paris*, encart spécial

1. Je remercie les acteurs de cette histoire qui, depuis 1995, m'ont gentiment accordé de leur temps et prêté leurs documents.



Christiane Leproux, gérante du Berry-Zèbre, devant la salle fermée, le 31 mars 1994.

du *Parisien Libéré* du 6 avril 1994, est consacré à l'affaire. Le Réseau d'échanges de savoirs de Belleville passe un billet dans *Télérama*. *Politis* annonce une permanence du foyer Picoulet, lieu d'animation pour les enfants du XIe. Les associations de parents d'élèves, les commerçants, les instituteurs et les animateurs du quartier apportent en majorité leur soutien. Mais les choses tournent mal. Les propriétaires de la salle annoncent à Alain Devaquet, alors maire RPR du XIe, et à son adjointe à la culture, Claude-Annick Tissot, leur intention de conserver la salle dans le « patrimoine familial ». La proposition de vente initiale pour un montant de 3,3 millions de francs n'est plus de mise : le bien est gelé. La nuit des *Molière 94*, à 2h00 du matin, une entreprise de bâtiment mandatée par huissier mure l'entrée, des déménageurs arrachent les fauteuils du parquet, saccagent la cabine de projection, détruisent les bobines des films et crèvent l'écran. L'émoi est profond. Les slogans émergent. « Sauvez un lieu de mémoire, halte à la destruction massive ». « C'est une atteinte supplémentaire au spectacle vivant. Notre outil de travail doit subsister ». Une manif est organisée dès le lendemain devant la salle. « Le Zèbre se met à ruer ».

La scène politique propose à son tour ses propres cadrages du mouvement. C.-A. Tissot affirme que « Belleville a une charge symbolique très forte : la fermeture du cinéma a pris une ampleur au-delà de la réalité. Ce quartier est en pleine transformation, et le Berry cristallise son ancrage populaire ». Les élus communistes du XXe, Henri Malberg, et du XIe, Annick Delpature, prennent la parole en faveur des « petits lieux d'expérimentation » « d'utilité publique ». Henri Malberg en appelle au combat pour un Paris « de la réalité généreuse, conviviale, vivante, celui de l'imprévu, où la joie a sa place ». Il lie le sort du Zèbre à celui de la Forge, ancienne usine reconvertie en squat de peintres et de plasticiens, rue Ramponeau, dans le Bas-Belleville. L'un et l'autre jouent sur le clavier d'oppositions du « noble » et du « non-noble », du « léché » et du « marginal », de l'« officiel reconnu » et du « bohème maudit ». Patrick Bloche, tête de liste PS dans le XIe, propose de faire classer le lieu. Martin Bortzmeyer vilipende dans *Vert Contact* la « culture MacDo » et la « spéculation immobilière ». Dans la nuit du 21 au 22 avril, le Zèbre est investi par une cinquantaine de personnes. Un relais s'organise pour que le squat soit occupé en permanence. Le 25 avril, à 19h30, pendant le spectacle du clown Charly sur le trottoir, le mur de placoplâtre est abattu par les spectateurs. Parmi les maçons improvisés, les squatters du Comité des sans-logis au 50 rue Gérard, qui mettent leur *know how* au service du Comité de soutien pour tenir une permanence de nuit. A la même heure, sur la scène politique, à la session mensuelle du Conseil de Paris, parmi les questions d'actualité, les élus de l'opposition deman-

dent aux conseillers municipaux que la Mairie de Paris, « en cas d'opération immobilière sur ce site », préempte ce « cinéma-théâtre populaire qui participe à l'animation et à la vie du quartier de Belleville ». A quoi la Mairie de Paris répond que « l'exercice du droit de préemption ne pourrait être envisagé que si le propriétaire était vendeur du bâtiment. Or aucune déclaration d'intention d'aliéner n'a, à ce jour, été déposée auprès des services de la Ville de Paris, aucune demande de permis de construire ou de démolir n'a d'ailleurs été formulée ». A. Devaquet et Françoise de Panafieu, chargée de la Culture, s'engagent à se « rapprocher » du propriétaire pour tenter « quelque chose ». Une étude de prospective financière est menée à la demande de la Ville de Paris : 9 millions de francs seraient nécessaires en cas de rachat – 3,3 pour l'acquisition, 5,5 pour la rénovation, chiffre contesté par le Comité de soutien qui affirme que 1 à 2 millions suffiraient à la rénovation.

Le 9 mai 94, avancée sur la scène judiciaire. Le juge des référés nomme un médiateur, François Montenet, qui a jusqu'au 18 juin pour rapprocher à l'amiable les parties en conflit. Le Comité de soutien, à travers Me Plaza, revendique une « autonomie financière » de la salle contre les « gros capitaux », et avance les termes d'« autogestion » et de « coopérative ouvrière » pour qualifier l'entreprise. Il organise du reste deux spectacles au profit de la *Marche contre le chômage* aux côtés d'AC! le 28 mai. De son côté, le conseil du propriétaire, Me André Adato, réclame l'expulsion immédiate des occupants, et dénonce l'organisation de « spectacles pour enfants dans un lieu dont la vétusté fait courir de grands dangers ». A l'opposé, un journal local, *Atout Dire*, fait l'éloge du « phare culturel de Belleville », « lieu de vie multiculturelle » « ouvert sur le quartier ». *L'Humanité* en rajoute dans l'emphase : « symbole d'une véritable culture de proximité », « enclave culturelle active dans un quartier aux populations extrêmement mêlées » et « ultime rempart contre l'errance des mômes dans la rue ». Mais les concerts sont suspendus le 6 juin par décision préfectorale, pour « non respect des règles de sécurité ». Un concert dans le Parc de Belleville, le 4 septembre 94, sera le dernier de la série.

Un Zèbre peut en cacher un autre

La création d'une association, Le Zèbre de Belleville, en juin 1994, sanctionne les dissensions à l'intérieur du mouvement. Les membres de la nouvelle association estiment que la « gestion bohème » et l'« occupation permanente » du lieu, nécessaires dans la première phase de la lutte, ne sont plus de mise. La désignation du médiateur est une garantie contre le risque de dégradation de la salle par le propriétaire. L'accueil du public et la qualité des spectacles sont incompatibles avec la présence d'un squat ouvert à tous

vents. La situation, fixée par le film d'Arielle Hanoun, *La dernière séance de Mme Leproux* (26 minutes, Films Grain de Sable, 1996), finit par inquiéter les riverains, en raison du tapage nocturne, du nombre de zonards qui se mettent à hanter le quartier et de la circulation d'alcool et de drogues. L'ambiance festive a cédé le pas à l'usure des plus actifs. Les AG sont débordées par des « éléments indésirables ». Le Zèbre de Belleville demande la « conformité du fonctionnement de la salle au projet de l'association », et donc, le départ de ses occupants. Il propose la « définition d'un projet multiculturel populaire », accolant deux adjectifs que l'on retrouve également dans la panoplie argumentative de La Bellevilleuse, association du XXe, de l'autre côté du boulevard de Belleville.

L'une et l'autre associations ont des arguments en commun. La fermeture du BZ va « priver le village de Belleville de son dernier cinéma et de son potentiel artistique ». Cette décision est injuste, parce qu'« elle pénalise inutilement une population déjà défavorisée ». Le BZ est un lieu de convivialité et de cohabitation interculturelle, l'incarnation d'un pan de l'histoire du quartier, l'expression de l'âme populaire contre l'industrie culturelle, le symbole de la résistance contre la rénovation urbanistique. Elles partagent aussi l'imaginaire du soulèvement du quartier comme un seul homme, une espèce de « syndrome d'Astérix », de petit village bien intégré où tout le monde se connaît et où on résiste toujours et encore à l'envahisseur – pêle-mêle les propriétaires de biens immobiliers, les bulldozers des promoteurs d'urbanisme, les élus de certains partis politiques, les gérants des grandes salles de théâtre et de cinéma.

Il y a pourtant une différence notable dans la composition des deux associations. La première association, menée par Vincent Jarry, le « poète déchu », organisateur depuis sept ans des *Nuits de la poésie* au Berry et par Wally Chetout, l'« animateur conceptuel », est composée de quelques dizaines de personnes. On y retrouve les poètes amateurs du quartier, quelques artistes de troupes qui ont répété ou joué au BZ, d'autres qui espèrent en faire un tremplin pour leur carrière, des voisins venus par sympathie ou par curiosité, des militants de Comités de sans-logis qui aident à gérer les allées et les venues, des zonards en déshérence avertis par le bouche à oreille de la possibilité de squatter et de s'amuser, quelques anars favorables à l'« action directe » et qui rejettent toute vision institutionnelle, légale et financière. La seconde association est dirigée par Sandrine Riaboff, danseuse à l'Alcazar qui s'est retrouvée du jour au lendemain privée de son théâtre : « j'ai fait une espèce de transfert, même si ça paraissait désespéré, au moins au Zèbre, je pouvais faire quelque chose ». Son trésorier, Jacques Lemaître, doctorant en cinéma, avait le projet d'y mettre en scène une pièce de théâtre russe du XIXe siècle, *Le malheur d'avoir trop*

d'esprit de Griboïedov. Marc Van Dessel est cinéaste, réalisateur du documentaire *Poètes en gros et demi-gros* sur V. Jarry et les poètes de Belleville. Anne Trillot est animatrice spécialisée en audiovisuel, fondatrice de ludothèques et réalisatrice de films diffusés en milieu scolaire et périscolaire.

Il y a en outre une différence entre les stratégies des associations. W. Chetout refuse l'enracinement dans le quartier et cherche à mobiliser des personnalités du spectacle et à trouver des mécènes. D'autres membres de son association, comme de jeunes punks libertaires, rêvent d'un squat autogéré et une improvisation permanente. Dans l'un et l'autre cas, le projet reste vague. Le Zèbre de Belleville joue une carte plus réaliste. « Fin août 1995, l'autre association a rendu les clefs. C'était très difficile. D'abord il y a eu scission, on avait des vues très différentes qui étaient complémentaires. Moi, je pense qu'ils ont eu une action très importante, parce que rester à l'intérieur du Berry, ça a permis de faire gagner du temps ; et c'était courageux, ils se sont pas mal épuisés là-dedans. Nous de notre côté, on avait plutôt choisi la partie projet culturel, démarches avec la Ville, c'était complémentaire » (S. Riaboff). Gérard Mordillat, président de la Société des réalisateurs de films (SRF), et l'Agence du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID) proposent un montage financier et une programmation mixte qui combinent une « perspective d'innovation culturelle et sociale » (indépendants non distribués en salle, documentaires et courts-métrages, cinéma expérimental) et une « salle de quartier » « pour le plus grand nombre » (films classiques et familiaux, séances « destinées aux populations d'origines diverses du quartier », ciné-clubs des lycéens, carte blanche aux associations culturelles et humanitaires). Le BZ est « l'épicerie culturelle du quartier ». Le laisser mourir, c'est « aggraver la fracture culturelle ». Mais la salle n'est plus aux normes du Conseil supérieur technique (CST) depuis longtemps, et Mme Leproux ne paie plus sa taxe professionnelle au Centre national du cinéma (CNC) de longue date : le compte du BZ est gelé. En 1997, ce sera le « clash » entre BZ et SRF, qui finira par se dissoudre.

Faute de projet de reprise consistant, la conciliation est prolongée et la date de décision du tribunal de grande instance différée au 4 octobre 94. Tout est suspendu à un montage financier crédible. Le « drôle de zèbre » est mis en demeure de devenir un « zèbre respectable » et « présentable ». La rentabilisation de la salle en regard des travaux à entreprendre imposerait la mise en exploitation de trois salles – chose impossible en raison de l'exiguïté des lieux. Toute reprise commerciale semble exclue. La solution qui se dessine pour l'association de W. Chetout est une « souscription publique », « appel à l'épargne soumis à la Commission des Opérations de Bourse ». Dans son plaidoyer, Me Plaza défend l'idée que « le Berry doit être une



Paris, boulevard de Belleville, manifestation pour protester contre le murage du Berry-Zèbre survenu dans la nuit.

école d'intégration» et que «sa sauvegarde peut aussi servir d'exemple». Elle s'appuie sur la Commission enfance prise en charge par Anne Trillot, et sa proposition de séances à thèmes pédagogiques et culturels. Le médiateur François Montenot fait procéder à une évaluation du montant des travaux par un architecte spécialisé, en vue de créer une salle polyvalente – une salle d'art et d'essai de 70 places en mezzanine, une salle «cinéma et spectacles vivants» de 130 places au parterre. Reste à définir le profil du gestionnaire : «un éventuel Berrython ne sera lancé que lorsque la faisabilité du projet aura été vérifiée et lorsque les structures d'accueil et de contrôle des fonds auront été mises en place. Il est clair que ce ne peut être l'affaire d'un organe associatif».

Peu avant Noël 94, les propriétaires d'un côté, les représentants de la Compagnie Cinéma-théâtre le Berry de l'autre, se rencontrent dans le cabinet de F. Montenot. Le rachat des murs par l'administration fiscale a été fixé à 3,7 millions de francs. Par la force des choses, les parties ont intérêt à trouver un terrain d'entente. Le Tribunal de Grande Instance donne son autorisation le 9 janvier 95. Le 20 janvier, un dossier est déposé à la Fondation de France en vue de la constitution d'une association d'utilité publique et du lancement du Berrython. Les chèques libellés à l'ordre de la FdF peuvent être déposés sur un compte bloqué pour une durée d'un an. F. Montenot insiste encore sur la nécessité d'une «gestion totalement professionnelle» et d'une «programmation équilibrée entre public général, public art et essai et public scolaire». Le CNC serait à même d'accorder aides et subventions au bout

d'un an d'exploitation. Respect des règles juridiques, souci d'une diversification du marché, principe d'équilibre de l'exploitation et de rigueur de la gestion. Et appel à la générosité du public des spectateurs pour se substituer à la défection des pouvoirs publics et des entreprises privées. Le projet de Berrython est accepté 16 février 95 lors de la réunion de la Commission des comptes d'associations de la Fondation de France. Les publics de donateurs potentiels regrouperaient les signataires de la pétition de soutien (25 000 personnes), les riverains et les entrepreneurs de Belleville, les professionnels du cinéma et du spectacle, et toutes sortes de mécènes, des fédérations de mutuelles aux comités d'entreprises.

En attendant, le spectacle continue. En avril, séance de cinéma à l'ancienne au Trianon, avec *Les Aventures de Pinocchio* de Luigi Comencini, film fétiche du BZ, resté un an à l'affiche, et *Les Copains du Dimanche*, film de 1958 par Henri Aisnier, premier grand rôle de Jean-Paul Belmondo. Le 14 mai 95, une grande fête *Peinture et Musique* est organisée sur le terre-plein central en face du BZ : la façade du cinéma-théâtre est ravalée et repeinte par des «escaladeurs». «Le Zèbre prend un coup de jeunesse». Mais à l'atmosphère joyeuse de la rue succède celle, angoissée, de la Chambre des référés, le lendemain, le 15 mai. Me Adato reconnaît avoir touché un chèque de 10 500 F pour indemnité d'occupation des lieux, mais il demande la restitution des clefs avant le 30 juin 95. Me Plaza reconnaît que la souscription n'a rapporté que 60 000 F. Des disputes s'ensuivent entre les différentes parties qui prétendent être les porte-parole légi-

times du Zèbre. L'ordonnance de référé prescrit en fin de compte la restitution des clefs le 3 juillet 95. Le Comité de soutien obtempère, faute d'avoir pu réunir à temps les 500 000 F requis par le tribunal.

Entre temps, le battage médiatique atteint son acmé. W. Chetout descend au Festival de Cannes fin mai 1995. Gena Rowlands est annoncée comme la « marraine américaine de l'écran bellevillois ». Les gens du Zèbre descendent les marches du Palais de la Croisette aux côtés de Philippe Douste-Blazy, ministre de la Culture. La nuit, au Palm Beach, ils distribuent 700 affiches appelant à souscription auprès des invités de la projection de *La Haine*, réalisé par Mathieu Kassovitz, qui les appuie. Le lancement de *Monsieur Malaussène* de Daniel Pennac apporte de l'eau au moulin du BZ, devenu personnage romanesque, à réputation internationale. L'adresse inscrite sur l'écran de *Nulle part ailleurs* le 3 mai 95, les appels de Kent, ex-Starshooter, les articles de *Charlie-Hebdo* drainent, à côté des annonces locales parues dans *Le Ménilmuche* n° 13 ou diffusées par *La Bellevilleuse* et *Onze de Pique*, associations de quartier, des dizaines de lettres de sympathie. Le 16 juin 95, une rencontre a lieu à l'École supérieure d'architecture (ESA), avec l'aval de son directeur Paul Virilio. « Arrêtons, arrêtons de détruire les âmes ! Il ne faut pas que les dernières salles de cinéma soient des voies de garage, des supermarchés de l'image ». Trois étudiants de l'ESA créent des maquettes de contre-projets, qu'ils présentent le 3 juillet 95 au Palais de Justice. A la sortie de cette audience, W. Chetout parle de « refondre l'équipe » pour qu'elle devienne « plus professionnelle ». Mais ces déclarations d'intention vont rester lettre morte. L'association Compagnie Théâtre Cinéma le Berry est finalement dissoute. Quitus est voté en faveur du bureau, de façon à reconnaître que le trou dans la trésorerie de 15 000 F n'est pas dû à des malversations personnelles et à prévenir tout risque de poursuite judiciaire.

Le Zèbre à la Maison des Métallos

La situation va patiner entre 1996 et 1999. Une exposition en mai 1996 à la Chapelle Notre-Dame Réconciliatrice sur le boulevard de Belleville retrace « l'histoire d'amour entre un quartier et son cinéma ». Une campagne Cart'Comm est organisée en septembre 1996 : des milliers de cartes sont adressées au maire de Paris, qui demandent la réouverture du BZ. Mais le diagnostic sur les investissements nécessaires avant de rouvrir une salle de spectacles viable semble dissuasif pour des entreprises privées. Seule, une décision politique pourrait débloquer la situation. Au Conseil d'arrondissement du XIe, le 7 octobre 96, P. Bloche explique que la réhabilitation du BZ est un véritable enjeu, en raison de l'absence d'équipements culturels dans le quartier. Mais le propriétaire s'obs-

tine à demander 4,5 millions au lieu des 2 millions estimés par les Services financiers de la Ville de Paris ; et le ministère de la Culture, quoique sensible à l'affaire, refuse d'intervenir si la Ville de Paris ne fait pas le premier pas.

S. Riaboff devient en février 1997 chargée de communication du Conseil des enfants et du Forum des associations auprès de Georges Sarre, après sa réélection comme maire du XIe. Elle tente de fédérer les efforts des maires des quatre arrondissements limitrophes (Xe, XIe, XIXe, XXe). Une piste se dessine quand les Monuments historiques semblent intéressés par le classement du bâtiment, procédure qui n'aboutit pas ; de même que la transformation en équipement culturel de proximité, envisagée par la DRAC d'Île-de-France. Une autre piste est la possibilité du rachat des 400 m² de la menuiserie à l'arrière du BZ, pour en agrandir l'espace et rendre l'entreprise viable économiquement. Mais l'acte de vente est signé par une Église protestante chinoise. Apparaît alors un mécène, propriétaire des Eaux Dettwiller et d'une entreprise américaine de marquage d'animaux ; mais il décide finalement de monter un Concours annuel de plasticiens au lieu de reprendre le BZ. Un journaliste du *Canard Enchaîné* et de *La Marche du Siècle* a l'idée d'utiliser le Berry pour faire un lieu de tournages de programmes télé ; le projet tombe à l'eau.

Fin 1997, l'espoir est au plus bas. L'association a compté jusqu'à 150 adhérents. Mais les déceptions successives ont fini par saper le moral des actifs. « Il fallait revoir pour la nième fois le projet, parce que c'est les élections municipales, les têtes changent, remonter au créneau pour faire connaître le dossier, et puis la succession des investisseurs privés potentiels, à chaque fois, c'était 3, 4, 5 mois de négociations, et tout ça s'enchaînait » (S. Riaboff). Lors d'une AG extraordinaire du premier juillet 1998, décision est prise de changer de nom. *Le Zèbre* devient *Les Zèbres de Belleville*. Il élargit sa sphère d'activité au-delà du local et devient partie prenante de nombre d'activités associatives du quartier, « par le quartier et pour le quartier ». J. Lemaître organise des projections de ciné-club. Une dizaine de projections auront lieu au foyer Picoulet (XIe), à la Maison des Métallos (XIe), au Centre social Belleville (Xe), au Centre AIRES 10 (Xe), dans le local d'Ars Longa (XIe), aux Ateliers d'artistes de Belleville (XXe), attirant jusqu'à cent personnes au squat de la Grange aux Belles (Xe). C'était une « façon d'assurer l'intérim avant le retour du Zèbre ». Le Ciné-club sera arrêté, faute de subventions, en juin 1999, parce qu'il devenait trop lourd à gérer, avec les frais de location des bobines et de mailing des annonces.

L'association *Les Zèbres* n'est plus seulement focalisée sur la sauvegarde du cinéma théâtre, elle devient une charnière des réseaux d'associations du quartier. Un catalyseur de cette mise en réseau d'acteurs a été la

perspective du Développement social urbain Fontaine-au-Roi, à l'initiative de la Ville de Paris, de la Préfecture et de la Région. Une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) est installée. Avant même l'officialisation de la MOUS s'est constitué le *Collectif interassociatif du quartier Fontaine-au-Roi*. Vingt-six associations font le pari de « participer à un processus pour le bien commun du quartier ». Les liens du BZ se développent et se renforcent avec le Foyer Picoulet, une structure d'éducation et de loisir pour enfants, avec les Ateliers Artistes de Belleville, qui organisent les Journées portes ouvertes du Bas-Belleville, avec Onze de Pique, association de quartier qui couvre le sud du XIe, avec le Réseau d'économie alternative et solidaire, avec les Réseaux d'échange réciproque de savoirs de Ménilmontant, les Fédérations de jeunesse Francas et Léo Lagrange, avec l'Association des Marocains de France, l'Association des Femmes maghrébines, la Clepsydre, qui propose du soutien psychologique, Vivre Ensemble dans l'Est Parisien, une association d'habitants du quartier, et les représentants FCPE du collège Fontaine-au-Roi; l'association de la Bibliothèque braille enfantine, Francophonie et Cultures partagées, des associations d'alphabétisation, de soutien scolaire, de garde d'enfants, d'encadrement des adolescents et d'écoute des adultes – Espace pluriel, Jeunes et santé, la Cité des Jeunes de St Joseph, Fondation Feu Vert, Secours catholique, Soleil et santé, Mission populaire du XIe, Zadig, Éveil du Printemps – les Équipes Saint-Vincent qui proposent un projet Femmes en mouvement et une coopérative alimentaire, Auxiliaire Emploi Service qui a conçu une épicerie sociale; le Bus des femmes, Graine de moutarde, l'Association des Marocains de France et Elele Cultures migrantes de Turquie; la Ligue des Droits de l'Homme qui pourvoit une aide juridique. De nouvelles associations émergent : Sortie de Secours, De la Main en Main, qui fait de la mosaïque, La Graine d'Or, des marionnettes et du théâtre vietnamien, Ars Longa, galerie virtuelle pour artistes en ligne et plate-forme d'initiation aux nouvelles technologies; les Ateliers du Chaudron qui organisent des activités de théâtre, Act Media qui réalise un film avec des jeunes du quartier.

La représentation du collectif est assurée par les plus aguerris en matière de financement et de gestion – le Foyer Picoulet qui existe depuis cent ans et Feu Vert qui a une organisation nationale. Le Collectif, qui était au départ une « association de vigilance », pour vérifier la ventilation des subventions, suivre les délibérations du DSU et s'assurer qu'il tenait ses promesses, devient la colonne vertébrale des initiatives associatives du quartier et l'interlocuteur régulier des pouvoirs publics. Il se réunit une fois par mois, à La Maison des Métallos. Ce local historique de la CGT depuis 1936 était menacé de destruction après signature d'une promesse de vente avec un promoteur le 11 juin 98. Ses façades

et ses toits ont été alors classés par les Monuments historiques. Les élus de gauche en ont proposé l'acquisition à la Mairie de Paris. Une convention d'occupation des lieux pendant la période transitoire des travaux, proposée par la Mairie, a été ratifiée par le Collectif – qui n'a pourtant pas d'existence juridique, puisqu'il n'a pas déposé de statuts. La Ville de Paris s'en porte fina-



Ambiance dans le quartier du Zèbre.

lement acquéreur, en vue d'y installer un Collège parisien, destiné à des actions associatives. Épicentre du DSU, elle est aussi le siège d'une salle de spectacles, d'une boutique de droit, tandis que le projet est en cours d'y fonder une Maison des Jeunes et de la Culture, un Institut d'histoire du syndicalisme et une Maison des associations du quartier, une Maison des Cultures et des Savoirs et des Ateliers du Multimédia. Le Comité des Métallos suit les tractations, avertit le Collectif interassociatif, qui appose la signature de tous ses membres sur les documents officiels.

La Maison des Métallos a favorisé le foisonnement des sociabilités. La fête du Picoulet, autrefois localisée autour du centre aéré, a pris une ampleur énorme dans la mesure où le Collectif dans son entier la porte. La CGT a ouvert la Maison, d'abord à la Maison de la

Paix qui y accroche une expo une fois par an ; Ars Longa s'est installée là-bas, pour organiser des spectacles et concerts. En parallèle, le Café Charbons ouvre une salle de 850 m², qui redouble celle plus ancienne du Cithéa. Privé et public contribuent à dynamiser l'animation culturelle du quartier, en visant des publics de tous genres – les milliers de jeunes Parisiens qui envahissent quotidiennement la zone branchée d'Oberkampf, les jeunes issus de l'immigration de l'Orillon et les vieux habitants de Belleville-Ménilmontant. « Une énergie supplémentaire nous soutient » : « à partir du moment qu'on en parle aux autres, il y a des idées qui germent, des soutiens qui émergent, des encouragements, des propositions et des contributions, il y a une logistique qui se met en place, avec Picoulet et les Métallos ». « La Maison des Métallos a créé un appel d'air ».

« Le Zèbre repart au galop »

« Les Zèbres de Belleville, ce sont les habitants du quartier ». Les Zèbres sont présents à la fête des Réseaux d'échanges de savoirs de Ménilmontant, le 27 septembre 97, sur le terre-plein central du boulevard de Belleville. Un concours de dessin pour changer



Logo de l'association "Les zèbres de Belleville".

le logo de l'association est lancé. « L'association Le Zèbre de Belleville a gagné un S et perdu son IMAGE ; Venez créer son nouveau LOGO ». Toute la journée, les passants ont dessiné des représentations en noir et blanc du BZ. L'histoire du Zèbre a fini par s'élargir à

l'ensemble du quartier. Ses membres actifs sont impliqués dans d'autres associations. Anne participe à un groupe de recherche Art, Langue et Culture ; Jacques poursuit ses projections, la dernière à la Maroquinerie ; Sandrine contribue à l'organisation du Mondial d'Orillon : quatre matchs du Mondial 98 sont retransmis sur écran géant, et le 27 juin 98, un tournoi est organisé entre les gamins du quartier, les équipes de police du commissariat central du XXe, celles des enseignants du lycée Barrault (XIIIe), des joueurs de l'AS Belleville et des associations d'habitants de quartier.

Cette floraison de petites actions est à la fois dense et fragile. La structure réticulaire du milieu associatif met en contact plus ou moins sporadique des « activistes multi-fonctionnels », engagés dans la défense de plusieurs causes, connus comme le loup blanc par leurs voisins, qui « font tourner » des dizaines d'organisations bénévoles, aux objectifs très locaux, dispersées à l'extrême en unités à petite taille, à faible stabilité organisationnelle, à mortalité démographique élevée. Les engagements de proximité se font avec peu de membres et peu de moyens, et disparaissent souvent après une ou deux réalisations. Des micro-événements – repas de quartier, jeux de piste, carnivals et batucadas, tournois de football, stands de maquillage, ciné enfants en plein air – permettent de connaître ses voisins et d'échanger toutes sortes d'informations, de faire passer des publics d'une activité à l'autre. « Le culturel, c'est l'échange, c'est le meilleur moyen, ça mène à tout. Ce dont on était convaincu au Zèbre dès le début » (S. Riaboff). L'Année du Dragon à Belleville permet par exemple la collaboration entre des associations chinoises d'ordinaire assez discrètes – Les Commerçants de quartier, Chinois de France-Français de Chine, Galerie d'art Terre de Chine, Fédération française de Shuai Jiao – avec le Centre Élisabeth et le Centre Social de Belleville, les AAB, Belleville insolite ou l'Association de soutien linguistique et culturel. Le Cinéclub s'inscrit dans les Journées Portes ouvertes des AAB, les fêtes de quartier Amandiers, Belleville et Ménilmontant, le festival Belleville Milieu du monde, le festival du Film des Femmes de Créteil, les Journées du patrimoine (Archives du film CNC). Il crée des liens avec Télé Bocal (TV de quartier), TéVé-Troqué (court-métrage et vidéo), Scratch projection/association Braquage (films expérimentaux), collectif Jeune Cinéma (festival Films différents), Œil pour œil de La Cathode, Atelier de production Kétamé (réalisation de docus vidéos), Maria Koleva fils SARL, le Cinématon de Gérard Courant. Il collabore avec des micro-organismes associatifs et éducatifs : Ateliers Varan (initiation au docu), Du Cinéma dans le cartable (projections scolaires), Ciné du cœur (places gratuites Restos du cœur/CNC), Images de la culture, Association d'histoire et d'archéologie du XXe. La Mairie, par le

biais du Forum des Associations, met en contact et en synergie, mobilise ces réserves d'énergie sociale, puise en elles pour faire de l'animation culturelle et de l'aide sociale ses axes clefs d'action publique, les implique dans une microchirurgie réparatrice du tissu urbain.

Francis Schoeller apparaît alors dans le paysage. Il est propriétaire du Cirque de Paris, installé au Parc des Chantereines à Villeneuve-la-Garenne. Sa formule « Une journée au cirque » lui a permis d'accueillir un million de spectateurs payants depuis 1987. A la retraite, il rêvait d'un local en dur où faire trapèze, acrobatie et jonglage. Il a hypothéqué tous ses biens pour reprendre le Zèbre. Mais il a besoin d'un soutien public. Le cas du BZ est évoqué au Conseil d'arrondissement le 14 février 2000, avant de l'être au Conseil de Paris par Liliane Capelle, Mouvement des Citoyens, le 27 mars 2000. Tout s'accélère alors. Le 4 juillet, G. Sarre et J. Tibéri viennent présenter les projets de réaménagement du quartier de la Fontaine-au-Roi. Ils saluent le classement de la zone en politique de la ville. La période est faste pour les associations en raison des

échéances électorales. Même *Le Figaro* titre « Du picotin pour le Zèbre ». Parmi les actions engagées, à côté des travaux de voirie de la rue du Faubourg du Temple, de la création du jardin Jules Verne sur l'Orillon et d'une école maternelle passage Piver, de la réhabilitation de la Maison à la Clef comme local d'activités pédagogiques et de la couverture du terrain d'éducation physique de l'Orillon, la Mairie de Paris participe (à concurrence de 1 million de francs) avec le Conseil régional d'Île-de-France (800 000 F), la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France (500 000 F) et de la mission Politique de la Ville de l'État (590 000 F), à la réfection du Zèbre – pour un montant total de travaux estimé à 5 900 000 F. Le Zèbre devrait être restauré par des jeunes de Belleville et Ménilmontant, embauchés par la régie de quartier de la ZAC des Amandiers – fondée par Katia Lopez, figure associative du XXe et élue au Conseil de Paris en 1995.

Le Zèbre galope encore sous le ciel de Belleville.

Daniel Cefai

Daniel Cefai est maître de conférences à l'Université de Paris X-Nanterre et chercheur détaché au Centre universitaire de recherche administrative et politique de Picardie (CURAPP). Il vient de publier un ouvrage collectif, *Cultures politiques, Paris, PUF, 2000* et prépare en collaboration avec Danny Trom : *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques, numéro spécial de Raisons pratiques, Éditions de l'EHESS, 2001* et avec Isaac Joseph : *Cultures civiques et démocraties urbaines, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001.*
< cefai@ehess.fr >